

Avis voté en plénière du 28 novembre 2017

La transition écologique et solidaire à l'échelon local

Déclaration du groupe de l'UNSA

Monsieur le Président, monsieur le Ministre, cher rapporteur, cher.e.s collègues,

Il n'y a aucun doute. La transition écologique revêt une importance majeure au regard des conséquences du réchauffement climatique sur le fragile équilibre de notre écosystème planétaire.

Les derniers éléments chiffrés sont très inquiétants. Le récent manifeste paru dans le Monde du 13 novembre, signé par 15.364 scientifiques originaires de 184 pays, nous rappelle que les êtres humains se trouvent sur une trajectoire de collision avec le monde naturel aux conséquences dévastatrices.

Il y a donc urgence à agir, à agir à la fois vite et bien. Ainsi, la question de la méthode c'est-à-dire celle de l'organisation des politiques publiques au plan local est-elle posée.

L'UNSA se félicite de cette saisine gouvernementale. En effet, les enjeux de la transition écologique ne peuvent pas être traités uniquement sur le modèle descendant d'injonctions politiques ou administratives.

S'il faut bien sûr un cap international, des déclinaisons nationales et des stratégies d'état, la mise en œuvre concrète relève des multiples acteurs ancrés dans les territoires et de la confiance accordée en leur capacité à agir.

Le foisonnement des projets et des initiatives locales démontre, du reste, une prise de conscience assortie d'une volonté d'action pour que les choses changent. Mais l'heure n'est plus au bricolage, au coup par coup ou aux enchevêtrements organisationnels.

Et c'est bien là le fil rouge de cet avis : organiser, hiérarchiser, coordonner, donner du sens, tout cela dans le cadre d'une conception systémique et transversale des enjeux sans pour autant s'enfermer dans un modèle uniforme.

Ainsi, la co-construction apparaît-elle comme intrinsèque à la mise en place du CTE (Contrat de transition énergétique). Elle ne peut donc pas faire l'économie de l'implication des citoyens dans ces bouleversements. Citoyens qui peuvent même devenir des acteurs économiques majeurs de cette transition, notamment énergétique, et cela à travers les structures de l'économie sociale et solidaire.

Au-delà, est pointée la question de la maîtrise des ingénieries territoriales et techniques, notamment dans les petites collectivités. Si comme l'avis le précise c'est au plus près du terrain que se joue cette transition écologique, les questions de formation, de mutualisation et de mise en synergie s'avèrent

aussi incontournables. Pour cela, la culture de la transversalité et de la coopération doit continuer à s'enraciner dans les pratiques.

Comme le souligne l'avis, c'est dès le plus jeune âge que cela s'apprend. L'éducation ne peut ignorer plus longtemps ces méthodes où la coopération est aussi une modalité d'apprentissage.

L'UNSA salue ce travail très riche et précis au regard de la complexité des enjeux et des dispositifs. Nous soutenons la proposition d'adjoindre le S de solidaire au CTE.

L'UNSA a voté cet avis.